

## En direct de l'USP n°8 (19 – 25.02.2018)

### Chambre suisse d'agriculture

A l'occasion de sa 1<sup>ère</sup> séance de l'année, le Parlement des paysans, la chambre suisse d'agriculture, a discuté et adopté le budget 2018 de l'USP, le nouveau plan financier ainsi que diverses adaptations de règlements internes. Les membres ont également débattus de différents dossiers de politique agricole, notamment la vue d'ensemble du Conseil fédéral ainsi que les différentes initiatives en lien avec l'agriculture. La chambre suisse a également décidé de soutenir le nouveau régime financier 2021 soumis en votation le 4 mars prochain. Enfin, elle a pris connaissance de la démission de l'Union maraîchère suisse de l'USP.

### Démission de l'Union maraîchère suisse

Après de longues négociations, l'Union maraîchère suisse a annoncé sa démission de l'USP avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier. La raison principale en est l'augmentation des cotisations décidée en novembre dernier par l'assemblée des délégués de l'USP. Cette dernière avoue son incompréhension puisque les nouveaux tarifs auraient représenté un montant d'environ 17 francs par hectare. Le comité va faire le point lors de sa séance de mars et décidera des suites à donner à cette démission.

### Conférence de presse sur le sucre

En collaboration avec la fédération suisse des betteraviers et Sucre Suisse SA, l'USP a organisé une conférence de presse à la sucrerie d'Aarberg. Le principal point concernait le changement de situation pour la production de sucre dans l'UE qui met clairement en danger la production de sucre suisse. Les orateurs ont montré qu'il était indispensable que la Confédération utilise la marge de manœuvre en matière douanière laissée par l'OMC et les accords de libre-échange existant. Il s'agit d'éviter que le prix à la production pour les betteraves ne chute complètement. La conférence de presse a été bien suivie et la thématique a bénéficié d'un bon écho médiatique.

### Train d'ordonnances agricoles 2018

L'USP a envoyé à ses membres une première prise de position provisoire au train d'ordonnances agricoles 2018. Celles-ci ont jusqu'au 23 mars pour faire part de leurs remarques et propositions.

### Audition sur la loi sur le CO<sub>2</sub>

L'USP a participé à une audition de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national afin de présenter les attentes de l'agriculture en matière de politique climatique. Elle a pu ainsi sensibiliser les parlementaires à l'importance de fixer des objectifs réalistes en matière de diminution des émissions de gaz à effet de serre par l'agriculture. Par ailleurs, la faïtière s'est engagée en faveur d'un soutien aux installations de biogaz dans le cadre de cette politique climatique. En effet, ces installations permettent à l'agriculture de participer activement aux objectifs de réduction.

### Prescriptions concernant les parcelles présentant un risque de ruissellement direct

L'OFAG a adopté de nouvelles prescriptions concernant les applications de produits phytosanitaires sur les parcelles présentant un risque particulier de ruissellement direct. Ainsi une mesure supplémentaire liée au plan d'action national sur les produits phytosanitaires a été mise en œuvre. Dans le cadre de l'établissement des mesures, l'USP a pu défendre les intérêts de la pratique agricole. Les utilisateurs de produits phytosanitaires sont appelés à adopter rapidement ces nouvelles prescriptions. En effet, seuls des résultats concrets dans le cadre du plan d'action permettront à l'avenir à l'agriculture de pouvoir continuer à bénéficier d'une large palette de produits.

## Statistique de la semaine

1'475 millions de kilos de lait ont été transformés en fromage en 2017. Ceci est supérieur aux deux années précédentes (2015 : 1'461 millions de kilos, 2016 : 1'418 millions de kilos). Seule l'année 2014 présente un volume supérieur avec 1'481 millions de kilos de lait transformés en fromage.

## Note de la semaine

De nombreux séminaires, réunions ou assemblées agricoles ont lieu ces temps. Lorsque ceci est possible, l'USP y participe et, souvent, a l'occasion d'y prendre la parole. A quasiment tous ces événements, la vue d'ensemble du Conseil fédéral est une thématique. L'USP a alors la possibilité d'expliquer sa position qui est celle d'un refus clair d'une ouverture unilatérale des frontières. Ainsi, l'USP considère que le rapport doit être renvoyé au Conseil fédéral et qu'une nouvelle base de travail pour la future PA doit être établie.